

## **MEDLIB - Sociologie des recompositions du pôle « indépendant » du champ journalistique français (1995-2027)**

### **Projet de recherche coordonné par Benjamin Ferron (MCF, Céditec/UPEC)**

Le projet MEDLIB a pour ambition de proposer une analyse sociologique des recompositions du pôle indépendant du champ journalistique français, entre 1995 et 2027, à travers l'étude de journalistes et de médias d'information qui s'autodéfinissent comme "libres", "indépendants", "alternatifs", "pas pareils" ou à travers des qualificatifs indigènes similaires. Ces luttes de nomination et de qualification sont d'ailleurs l'un des enjeux de l'enquête. Regroupant une quinzaine de chercheuses et de chercheurs en sociologie, en science politique, en sciences de l'information et de la communication et en sciences du langage, le projet vise, par le biais d'une analyse factorielle de données mixtes, à proposer une étude de la sociogenèse de ces médias, des conditions de leur installation durable dans l'espace médiatique et politique, des trajectoires et propriétés sociales de leurs participant.e.s, du rapport entre leurs positions objectives (socio-économiques et géographiques) et leurs prises de position éditoriales.

Ces médias qui se veulent "libres" ou "alternatifs" occupent en effet des positions économiquement et symboliquement dominées dans l'espace des entreprises de presse, mais certains parviennent, seuls et/ou grâce au travail de leurs organes de liaison et de représentation (syndicats, coordinations, réseaux, etc.) à des formes de consécration journalistique et/ou politique. L'analyse de ce processus de "consécration des avant-gardes journalistiques" est au cœur de la problématique du projet de recherche. Les premières données regroupées par l'équipe sur les trajectoires biographiques et des propriétés sociales de leurs salariés et bénévoles indiquent en effet que leurs statuts d'emplois sont généralement marqués par une forte précarité, la faiblesse des revenus, couplés à un haut niveau de diplôme et à un intense investissement. Ces médias et leurs protagonistes, tournés vers la production

"d'informations politiques et générales" (IPG), pour reprendre la terminologie issue des nomenclatures du Ministère de la culture et de la communication, se positionnent éditorialement comme des "hétérodoxes" : pour les uns, du côté de la "gauche de la gauche" (comme Politis, Bastamag, Reporterre, pour n'en citer que quelques-uns), pour les autres de la "droite nationale" ou "identitaire" (comme Rivarol, F... de Souche ou L'observatoire du Journalisme). Sociologiquement, leurs agents font partie, pour certains, des fractions cultivées ou économiques des "classes moyennes" et, pour d'autres, de différentes fractions des classes populaires (médias de la mouvance "Gilets jaunes" ou médias de "banlieues populaires").

### **Cadre théorique et problématique**

La principale hypothèse de cette recherche est que le déplacement "en haut à droite" du pôle dominant du champ journalistique depuis les années 1980-1990 (si l'on reprend le schéma de l'espace social proposé par P. Bourdieu dans *La Distinction* [1979] et actualisé depuis), c'est-à-dire la tendance aujourd'hui largement documentée par la recherche, à voir les contraintes économiques peser d'un poids toujours plus grand sur la production d'information journalistique, couplée à une "droitisation", au sens politique, des lignes éditoriales d'un nombre sans cesse plus important de médias de grandes diffusion, exercent des effets directs et indirects sur son pôle indépendant, autrement dit des "effets de champ" (par exemple le fait de coaliser des agents que beaucoup de choses différencient voire opposent) que le projet entend étudier au plus près des pratiques et représentations de ces "journalistes engagés".

L'une des hypothèses qui guide ce travail est que ces effets ne seraient pas

seulement des effets de disqualification symbolique et de marginalisation économique (une relégation au rang de "joueurs hors-jeu"), mais aussi d'appréciation de leur capital symbolique auprès de médias d'information reconnus comme des agents légitimes du champ journalistique (comme Médiapart, à gauche, ou les médias du groupe Bolloré, à droite), ainsi qu'auprès de segments diversifiés de publics (ce dont attestent les niveaux d'audience relativement élevés de certains d'entre eux). Toutefois, les trajectoires de consécration individuelle ou collective semblent rester plutôt rares. Un nombre très important de ces médias demeurent, parfois durablement, dans des positions structurellement dominées sur le plan de leurs chiffres d'affaires, de leurs effectifs salariés, ou de leur reconnaissance par les pairs, de sorte que la question des conditions de reproduction et de reconduction de cet univers (qui pose celle du rôle des aides publiques à la presse ou des donations privées), mais aussi celle de ses inégalités et de sa structuration interne, se posent à la recherche comme autant d'énigmes scientifiques à résoudre. La question est de savoir ce qui conduit une fraction des agents à occuper des positions d'avant-garde "bohème", une autre à développer des "stratégies de scissiparité" consistant à créer des espaces de production symboliques dont ils peuvent fixer et rester maîtres des règles du jeu ("tiers-secteur des médias", création de postes salariés ou d'entreprises de presse "alternatives") ou bien une troisième à chercher des formes de consécration professionnelle et/ou économique dans les champs journalistique, politique, universitaire ou de la production culturelle au sens large (photographie, bande-dessinée et dessin de presse, édition, etc.).

Le projet MEDLIB cherche à penser ces processus en relation avec les dynamiques qui structurent la société française contemporaine. La période considérée correspond à l'affirmation du néolibéralisme. Si le "tournant néolibéral" est généralement identifié dans le cas de la France entre la fin des années 1970 et le milieu des années 1980, l'année 1995 peut

être considérée comme un moment clé dans ce processus. Sur le plan politique, d'abord, avec l'élection du candidat de droite Jacques Chirac, et l'annonce du plan de réforme de la sécurité sociale et du système de retraites par son Premier ministre Alain Juppé. Sur le plan social, ensuite, avec l'augmentation du chômage de masse qui, couplée aux "réformes" visant à restreindre le système de redistribution des richesses, a contribué à creuser les inégalités sociales. Le vaste mouvement de grève qui s'enclenche au mois de novembre et se poursuit en décembre 1995, contre le "plan Juppé", en atteste - et il sera suivi d'une multitude de mobilisations dans les années 2000 et 2010, parfois d'une très forte intensité protestataire comme le montre le cas du mouvement des "gilets jaunes" en 2018-2019. Sur le plan culturel et intellectuel, également, avec la fracturation plus nette entre deux courants de la gauche, l'une favorable à ces réformes néolibérales, l'autre foncièrement hostile. C'est également la montée en puissance progressive des forces de l'extrême-droite, qui, amorcée dans les années 1980, se traduira à l'élection présidentielle de 2002 par l'arrivée du candidat du Front national, Jean-Marie Le Pen, au second tour, puis celle de Marine Le Pen en 2017 et en 2022. Sur le plan médiatique et journalistique, enfin, avec, sur fond de privatisation des chaînes de l'audiovisuel public et de concentration des entreprises de presse au sein de grands groupes privés, un traitement éditorial globalement favorable aux "réformes" néolibérales dans les rédactions des grands médias parisiens, y compris dans des journaux et chaînes dits "de référence", couplé à un cadrage journalistique des mobilisations sociales largement centré sur leur violence et leur illégitimité.

Ces dynamiques suscitent en réaction la mobilisation d'une coalition d'acteurs autour de la "critique des médias" et de la volonté de proposer une "autre information". Ce dernier donne lieu notamment à la fondation de l'association Acrimed, en janvier 1996. Un autre aspect est la création de nombreux titres de presse écrite, y compris à l'échelon local (en 1995

: Lettre à Lulu à Nantes, Satiricon à Toulouse, etc.), d'émissions de radio et de télévision, et d'espaces de publication en ligne. La création en 1999 de la première Coordination Permanente des médias libres constitue l'une des manifestations emblématiques de ces mobilisations en faveur de la reconnaissance et du financement public d'un "tiers secteur" des médias. Elle sera suivie de l'organisation d'Etats généraux pour une information et des médias pluralistes (Marseille, 2006), de la relance de la Coordination permanente des médias libres en 2014, de la signature d'une Charte Mondiale des Médias Libres en 2015, de la création d'un Syndicat de la presse pas pareille (SPPP) en 2022, ou plus récemment des Etats généraux de la presse indépendante, organisés par le Fonds pour une Presse Libre lancé par Médiapart à Paris (2023) et décliné dans différentes régions en 2024. L'un des enjeux de l'enquête est de documenter en parallèle les processus à l'œuvre à l'extrême-droite, en termes de « stratégies médiatiques » et de supports d'automédiatisation. Au cours de la période étudiée, plusieurs processus contribuent à affaiblir économiquement, mais aussi à affermir symboliquement, ce pôle "libre et indépendant" des médias, qui affiche des engagements politiques d'intensité et de nature variables : la concentration économique des médias, le tournant autoritaire (ou austéritaire) des politiques néolibérales, que ce soit sur le plan des modèles de maintien de l'ordre policier, de rétraction du bras social de l'Etat ou encore de législations successives qui restreignent l'autonomie professionnelle des journalistes et l'indépendance des rédactions.

Le projet vise à donner à l'équipe les moyens de cartographier les espaces de « médias libres, indépendants et alternatifs » en France aujourd'hui, qu'ils soient placés à gauche ou à droite sur le plan éditorial, avec des zones de diffusion nationale ou locale, situés dans des espaces urbains ou ruraux. Il s'agit d'analyser relationnellement deux ensembles de variables afin de réaliser une analyse factorielle de données mixtes et de comprendre les relations entre :

- les positions et propriétés sociales de leurs agents individuels et collectifs, en particulier à l'égard des champs journalistique, politique, économique et intellectuel ;
- les prises de position éditoriales de ces médias sur le plan politique, y compris leurs discours à l'égard des journalistes dominants et des médias « mainstream ».

## Méthodologie

L'enquête repose sur une méthodologie mixte. En complément de méthodes d'enquête qualitative (observation ethnographique, entretiens semi-directifs) et quantitative (questionnaire et analyse textométrique et lexicométrique de discours), l'originalité de la méthode employée dans ce projet réside dans le fait de travailler avec les listes de médias fournies par divers organes de liaison et de représentation (syndicats, coordinations, fédérations, réseaux, fondations philanthropiques, etc.). Cette méthode, qui a permis d'ores et déjà de standardiser le protocole d'enquête, permet de contourner le problème insoluble de leur définition, en se basant sur les qualifications indigènes et le jeu de la reconnaissance (ou de l'exclusion) par les pairs. Travaillant depuis 2003 sur une partie de cet espace (des médias situés politiquement à gauche sur le plan politique), Benjamin Ferron a déjà réalisé 150 entretiens, distribué un questionnaire individuel (233 réponses en mars 2024), conduit une quinzaine de séquences d'observation ethnographique et constitué une base de données de 600 médias - qui reste à compléter. Plusieurs publications, en français, en anglais, en espagnol, en ont été tirées. Julie Sedel a travaillé sur les médias des quartiers populaires, dont le Bondy Blog, Cégolène Frisque a travaillé sur les espaces médiatiques locaux, notamment autour de la question de la précarité, Olivier Baisnée et Cyriac Gousset ont mené des recherches sur la médiatisation et l'automédiatisation du mouvement des

Gilets jaunes, Laurent Thiong-Kay a soutenu une thèse sur les stratégies médiatiques des militants de la ZAD de Sivens ; Guillaume Goasdoué a conduit des recherches sur le financement participatif des médias indépendants ; Florence Ramel termine un mémoire de Master sur les médias alternatifs nantais ; Emilie Née et Cyrielle Montrichard ont mené des travaux sur la presse à partir de méthodes d'analyse textométrique et lexicométrique, Téo Cazenaves prépare une thèse sur les usages du terme « indépendant » dans plusieurs entreprises de presse françaises, dont Médiapart.

Formée en 2023-2024, l'équipe du projet MEDLIB forme un groupe de recherche national permettant d'étendre à d'autres espaces le travail de cartographie déjà entamé : l'espace des médias de l'extrême-droite, l'espace des médias nés dans le sillage du mouvement des Gilets Jaunes, des espaces locaux de « médias libres » (Nantes, Lyon), des fondations philanthropiques et des syndicats (le SPIIL, Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne, le Fonds pour une Presse Libre). Depuis la création de l'équipe, de nouveaux entretiens semi-directifs auprès des journalistes et militants de ces médias ont été réalisés (auprès du Fonds pour une presse libre ou encore de médias nantais), des séquences d'observations ethnographiques de réunions publiques et/ou professionnelles de leurs instances de coordination et de représentation (Etats généraux de la presse indépendante en novembre 2023, Bobards d'Or en mars 2024, etc.), la collecte et la consultation d'archives,

l'analyse textométrique et lexicométrique de mailing lists internes (environ 2000 mails recueillis entre 2014 et 2024, donc le codage est en cours de bouclage), l'envoi de questionnaires individuels auprès des participant.e.s salariés et bénévoles et de leurs publics. L'ensemble des données qualitatives et quantitatives, toutes anonymisées, sont progressivement regroupées dans une base de données sécurisée, afin de réaliser une analyse factorielle des correspondances de données mixtes. Un compte Huma-Num a été créé en février 2024 afin de sécuriser les données, parfois "sensibles", recueillies. Les bandes sonores des entretiens et des réunions publiques seront cryptées, puis transcrites via le logiciel Whisper. Un Carnet Hypothèses a également été créé en mai 2024.

## Valorisation

Un volet "valorisation" est prévu dans le cadre de ce projet, qui prendra la forme d'un ouvrage illustré (format "beau livre") destiné à un public non-universitaire, ainsi qu'une exposition et/ou un documentaire vidéo sur cet univers des médias libres. Ce travail sera conduit en particulier par Jocelyn Peyret, animateur de l'émission Les Autres Voix de la Presse qui compte en 2024 plus de 200 émissions enregistrées portant sur les médias qui nous intéressent dans le projet, et qui réalise un important travail de collecte d'archives, d'entretiens et de rédaction de synthèses historiques sur de nombreux titres de presse.